



## Le Kosovo : une mise à mort planifiée

Par [Claude Jacqueline Herdhuin](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2008

18 février 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)



Voilà qui est fait, le Kosovo est le 193<sup>e</sup> État indépendant au monde. Il s'est autoproclamé indépendant sous le prétexte que le temps était venu. Neuf ans de guerre justifient-ils une telle décision? Si on y regarde de plus près, un constat saute aux yeux : la boucle est bouclée. Il y a neuf ans, les bombardements de l'OTAN contre la Serbie ouvraient le bal. Hier, dimanche 17 février 2008, l'Union européenne a récolté les fruits de ses efforts en accueillant avec satisfaction l'autoproclamation du Kosovo « comme un État indépendant, souverain et démocratique ». Il a suffi du vote à main levée des 109 députés présents au Parlement du Kosovo.

Cent neuf députés sans la poignée de députés serbes qui ne s'étaient présentés. Les absents ont tort, direz-vous mais que faire devant tant d'arrogance et de légèreté? Bien sûr, le nouvel État indépendant du Kosovo promet de respecter les Serbes, mais à quelles conditions? Que les Serbes restent dans leurs enclaves du Sud et du Nord du Kosovo sans causer de trouble. C'est au nom de la loi du plus fort que l'Union européenne et les États-Unis ont encouragé (comprendre aidé et appuyé) le Kosovo à proclamer son indépendance, en violation du droit international et notamment de la Charte des Nations Unies. D'ailleurs de quel droit international parlons-nous quand les Nations Unies n'ont plus leur mot à dire depuis longtemps. Souvenons-nous que les États-Unis se moquent depuis belle lurette de cette institution, dont le siège est sur leur territoire. Jamais les Nations Unies n'ont pu empêcher la guerre d'Irak, et elles ne pourront pas plus empêcher la guerre fratricide qui se prépare et qui a été savamment orchestrée par les États-Unis et l'Union européenne. Les Serbes, pris à la gorge, restent les méchants qui s'opposent au jeu des plus forts. Les Serbes sont responsables de Srebrenica, ils ont violé les femmes et tué les enfants musulmans. C'est du moins le lavage de cerveau que nous ont servi les médias depuis bientôt deux décennies. Bien sûr que les Serbes ne sont pas des saints, pas plus que vous et moi. Ce ne sont que des êtres humains, mais ils n'ont pas la chance d'occuper une place enviable sur l'échiquier politique. Décrits comme des barbares, barbares ils sont devenus dans l'imagerie populaire. Il y a aura bientôt un an de cela, le 28 mars 2007, le Dr Patrick Barriot parlait de la mise à mort du Kosovo, lors d'une conférence à la Sorbonne. Il décrivait l'injection létale administrée au condamné à mort et la transposait au sort réservé au Kosovo. Force nous est aujourd'hui de lui donner raison. Les Serbes ont tué à Srebrenica mais ils y sont morts aussi. Le TPYI, dans sa folie des grandeurs a parlé de génocide de Srebrenica alors qu'il s'agissait d'un combat entre guerriers frustrés et enragés. Mais revenons au 17 février 2008. Depuis vingt-quatre heures, en consultant les journaux, j'ai vu des images de Kosovars albanais fêtant la naissance de ce 193<sup>e</sup> État. J'ai lu leur volonté de travailler pour l'Union européenne et de faire tous leurs efforts pour respecter les Serbes.

Puis j'ai lu que de Serbes des enclaves du sud et du nord du Kosovo se rebellaient. J'ai également appris que le premier ministre serbe Voljislav Kostunica déclarait à Belgrade que « tant que le peuple serbe existera, le Kosovo restera serbe ». Mais j'ai aussi découvert que tout était en place depuis longtemps et que l'Union européenne, dans la nuit de vendredi à samedi à minuit (soit avant la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo) a « approuvé l'envoi d'une mission de policier et de juriste au Kosovo, enfreignant la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies selon laquelle seule l'ONU peut décider de l'envoi de forces dans cette province serbe ».

Ces deux derniers jours me laissent une impression de déjà connu : la création d'Israël le 30 novembre 1947 par les Nations Unies. Aujourd'hui, les Nations Unies sont mises de côté, mais la démarche reste la même. Le 14 mai 1948, le mandat britannique cessait sur la Palestine et laissait face à face Arabes et Juifs. Nous savons ce qui s'en est suivi. Gageons que l'Union européenne et les États-Unis, au nom d'une fausse démocratie et après avoir mis le feu à la région, feront mine de se retirer pour laisser Albanais et Serbes régler leur compte. Puis, après quelques bains de sang, ils reviendront arguant que leur intervention est indispensable pour maintenir la paix... Ils pourront alors s'installer dans la région, où les attendent le Camp de Bondsteel et le pétrole de la mer Caspienne. Reste à voir ce que fera la Russie, qui appuie les Serbes.

Claude Herdhuin: Auteure, scénariste.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Claude Jacqueline Herdhuin](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : **[Claude Jacqueline Herdhuin](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)